

Courrier des lecteurs

Il faut continuer à aller au Maroc!

Lettre du jour

Bellevue, 23 octobre Nous sommes un groupe de dix amis à avoir décidé de faire un circuit à moto et 4x4 au Maroc. Trois semaines avant notre départ, l'info tombe: un touriste français est assassiné en Algérie par des djihadistes. Cette nouvelle nous a glacé le sang à tous!

Qu'allons-nous faire? Allons-nous pouvoir partir quand même? L'Algérie est à côté du Maroc alors est-ce dangereux? Certains hésitent, d'autres non... Finalement, c'est à six que nous prenons le départ. (...) Si quelques doutes et craintes subsistaient dans nos esprits, à peine arrivés à Marrakech tout est oublié.

Nous découvrons un pays tout simplement extraordi-

naire. Par la richesse de ses paysages et la diversité des couleurs. Mais avant tout par la gentillesse des gens. Sur les 1500 km de notre périple (...) nous n'avons reçu des villageois que des gestes amicaux, des sourires, des baisers du bout des doigts et des rires d'enfants.

Notre guide nous a expliqué que beaucoup de touristes, comme nos amis, ont préféré annuler leur voyage par crainte des djihadistes. Je peux les comprendre, mais il faut aussi comprendre que les djihadistes font du tort à leurs soi-disant «frères» musulmans qui n'ont rien à voir avec cette folie meurtrière. (...) A aucun moment nous ne nous sommes sentis en danger. Cette semaine n'a été que du bonheur. Quant à l'année prochaine, le rendez-vous est pris..., on y retourne!

Nathalie Vanini



A un certain niveau, tout est-il permis?

Genthod, 23 octobre C'est avec consternation, puis amertume, que j'ai pris connaissance de l'article sur le carnetzet aménagé à grands frais dans les sous-sols des HUG (voir «Tribune de Genève» du 23 octobre).

Consternation parce que nous découvrons (à nouveau) qu'à un certain niveau de hiérarchie tout est permis. Il n'y a plus de vis-à-vis à qui rendre des comptes... Le directeur de l'époque, plutôt que de servir le bien public, a servi ses propres intérêts. Une fois de plus... Mais cela beaucoup de personnes en et hors HUG le savaient déjà!

Amertume ensuite parce que ce personnage a réussi, après sa retraite, à entrer dans le conseil d'administration des TPG. J'ignore sur la base de quelles compétences il a été choisi. Je soupçonne plutôt un apparentement politique. N'est-il pas PDC comme M. Barthassat?

Ce monsieur a remplacé mon mari, Jean-Marc Allenbach, ingénieur en électricité, diplômé de l'EPFL où il enseignait encore en 2013, à côté de son poste d'enseignant à l'Hepia. Sa spécialité est le domaine ferroviaire et la mobilité. C'est pour ces compétences-là que Mme Künzler lui avait demandé de rejoindre le conseil d'administration des TPG en 2011.

Très vite il s'est senti concerné par les problèmes que traversait alors la régie publique et il s'y est investi avec sérieux. Je crois pouvoir dire que ceux qui l'ont côtoyé dans ce cadre ont été unanimes à le reconnaître. Hélas il ne fait partie d'aucun parti politique et défend avant tout les solutions pragmatiques et de bon sens... M. Barthassat n'a pas souhaité le maintenir à ce poste et «pour renouveler le conseil d'administration» a choisi de le remplacer par... M. Gruson! Est-ce un choix approprié? Le contribuable genevois appréciera...

Dany Allenbach

Pitié pour le petit commerce

Thônex, 22 octobre Habitué que nous sommes à vivre dans l'opulence, on en est venu à oublier que tout le monde ne gagne pas des millions. Prenez le petit commerce: on veut de jolis petits magasins, des petits bistros, des boutiques modernes, le tout près de chez soi et tenu par des commerçants agréables (...). En bref, l'idéal, le «côté pile». Voyons la réalité, soit le «côté face»: une administration lourdingue et tatillonne,

Ecrivez-nous

Vos réactions, votre opinion nous intéressent. Envoyez votre lettre à courrier@tdg.ch, ou à Tribune de Genève, courrier des lecteurs, case postale 5115, 1211 Genève 11. Votre texte doit être concis (1400 signes maximum), signé et comporter vos adresse et téléphone. La rédaction se réserve le droit de choisir les titres et de réduire les lettres.

des baux à loyer commerciaux prenant l'ascenseur lors d'un changement d'exploitant, des clients peu commodes et négociant à la baisse chaque achat et des commerçants submergés qui n'arrivent plus à faire face. Pire, l'Etat s'en mêle avec son PUS, faisant fi de la base même de la liberté du commerce. Sans savoir si la cordonnerie est encore une activité viable ou si l'usage existe de mettre un «coin bar» dans les commerces de mode. La rigidité à laquelle est confronté le commerçant, augmentée par des loyers qui dépassent souvent largement 10% du chiffre d'affaires admis dans les règles comptables, va mettre rapidement à mal ce que la Ville de Genève souhaitait voir fleurir. Une fois de plus, les lois et les règlements votés par les députés et le Municipal ne sont pas adaptés à la réalité économique. Merci de ne pas faire mourir le petit commerce genevois: il emploie 14 000 personnes. Michèle Sonzogni

Amère impunité au Mexique

L'invitée

Marie Bovet Peace Brigades International \*



Le 26 septembre dernier, la police municipale d'Iguala, dans l'État du Guerrero au Mexique, a tiré sur un groupe d'étudiants qui manifestait contre la réforme de l'enseignement prévue par le gouvernement. En plus des six personnes tuées le soir même, 43 étudiants manquent toujours à l'appel.

La police ainsi qu'un groupe criminel local semblent être responsables de cette disparition. Au Mexique, il est fréquent que les institutions locales soient infiltrées par les cartels de la drogue.

Depuis lors, le pays entier clame son indignation et multiplie les manifestations pour exiger, d'une part que les étudiants soient retrouvés au plus vite et d'autre part, qu'une enquête transparente soit menée.

Pourtant, malgré la prise de conscience internationale quant à la gravité de cette affaire, si l'on considère les statistiques du pays, il y a peu de chance que l'enquête aboutisse et que les coupables soient condamnés. En effet, selon un rapport de l'Institut national des statistiques et de géographie (INEGI), seulement 2% des auteurs des 27 500 assassinats perpétrés en 2012 ont été jugés et punis.

Ce chiffre, aussi aberrant soit-il, met en lumière un lourd fardeau qui pèse sur le Mexique depuis tant d'années: l'impunité. Lorsqu'un crime est mal puni ou pas puni du tout, en plus d'encourager les auteurs de violations à récidiver, l'absence de peine engendre de lourdes conséquences. La souffrance des victimes est alors

démultipliée: ces dernières n'obtiennent aucun dédommagement ni symbolique, ni matériel et vivent la peur au ventre de subir à nouveau des attaques de la part des coupables toujours en liberté.

«En plus des six personnes tuées le soir même, 43 étudiants manquent toujours à l'appel»

C'est dans ce contexte de peur et d'injustice que des volontaires internationaux de Peace Brigades International, y compris des Suisses et des Suissesses, soutiennent des activistes des droits humains locaux et des journalistes à travers un accompagnement protecteur non armé, une observation de la situation des droits humains et un travail politique de soutien aux victimes de violations.

PBI suit de très près l'évolution de la situation concernant les étudiants disparus et soutient le Centre des droits humains Tlachinollan (Guerrero), qui lui-même vient en aide juridiquement aux proches des disparus. PBI, à l'instar du peuple mexicain et de toute la communauté internationale, souhaite que les paroles du président, Enrique Peña Nieto, «dans l'Etat de droit il n'y a pas la moindre place pour l'impunité» ne restent pas vaines.

\* Coordination romande: www.peacebrigades.ch

Lu sur les blogs



Guerres inévitables mais gare aux croisés

Rolin Wavre: La guerre défensive n'est pas seulement celle que l'on mène près de chez soi sur les frontières de sa propre terre. Elle peut être menée au loin lorsque ses valeurs fondamentales sont attaquées. Elle est juste quand ces valeurs sont reconnues comme universelles. C'est le cas du noyau dur des Droits humains. Mais pour qu'elle soit légitime, elle doit absolument être menée d'une manière qui ne viole pas à son tour ces mêmes valeurs contre la violation desquelles elle prétend s'élever. La lutte contre la dérive islamiste actuelle est de celle qu'il faut mener. Loyalement, dans le respect de nos propres valeurs. Et solidairement avec les premières victimes de cette folie: l'immense majorité des musulmans qui n'y sont pour rien. Cela nous interdit

les frappes indiscriminées notamment sur les civils, la torture, les détentions arbitraires, etc. (...) Il est donc probable que ce qui s'est passé au Canada se produira encore, en Europe et peut-être chez nous parce que suivre individuellement tous les dingues qui se rêvent en martyrs, de retour de Syrie ou empêchés d'y aller, est matériellement impossible. Une guerre ne se gagne jamais contre ses propres valeurs. Le respect de la liberté individuelle en fait partie. http://wavrerolin.blog.tdg.ch

C'est en France que le poil électoral est le plus malmené

Jean-Noël Cuénod: C'est devenu une Lapalissade, un chef d'Etat est-il élu à gauche qu'il fait une politique de droite. Et réciproquement. Il bat la campagne pour la paix puis déclare la guerre. Et réciproquement. Ce mouvement à rebrousse-poil se vérifie un peu partout. Sauf en Suisse, où, selon le mot du conseiller fédéral Willi Ritschard, si personne ne sait vraiment où est le pouvoir, chacun est persuadé qu'on ne saurait le trouver au gouvernement. Que l'électeur helvète actionne de l'eau froide ou chaude, c'est toujours un

filet tiède qui s'échappe des urnes. Les surprises sont rares. Si, par hasard, un extrémiste bien clivant - un type comme Blocher, par exemple - se glisse parmi les sept nains de la Blanche-Neige fédérale, l'intrus en est éjecté comme un vulgaire Schtroumpf noir. On lui choisit comme remplaçant - prenons au hasard, Ueli Maurer - un compagnon de parti de même sinistre mentalité et de semblable démagogie, mais qui a l'avantage d'avoir le dynamisme d'une moule pendant la canicule... C'est en France que le poil électoral est le plus malmené... La démocratie autocratique telle que la France la pratique encore est morte. (...) http://jnucenod.blog.tdg.ch

Un monde qui a grandi trop vite

Daniel Neeser: «Votre attention s'il vous plaît. Le train au départ de Genève... est annulé à cause d'un accident de personne». Voilà un nouveau drame, car «accident de personne» signifie généralement que cette personne s'est jetée sous un train. Et je pense à son drame solitaire avant, à ce qui a pu la conduire à ce geste ultime et si provoquant. Quelles pertes de repères, de relations proches et lointaines, de sens de la vie et

d'espérance l'ont conduite à ce geste définitif? Et ma pensée vagabonde, rejointe par cette autre information qui tourne en boucle sur les médias: ces jeunes européennes et européennes qui partent au Moyen-Orient faire une guerre qui n'est pas la leur. (...) Et d'autres informations qui font aussi la une des médias suisses surgissent en moi: la prochaine libéralisation du marché de l'électricité, Ecopop, Ebola. Quel lien avec ce qui précède, m'interrogeais-je. Ce lien ne serait-il pas dans notre difficulté actuelle de nous relier à quelque chose, à quelques - unes, à des repères connus, - maîtrisables en quelque sorte -, empêtrés que nous sommes dans des relations distendues, à dimensions tellement planétaires et insaisissables qu'elles en deviennent anxiogènes. Un monde qui a grandi trop vite, dont l'ouverture donne le vertige. (...) Je précise à l'intention des lecteurs et lectrices qui déduiraient de ces lignes que je serais favorable à l'initiative Ecopop, que ce n'est pas le cas. Le simple fait qu'elle propose de financer le contrôle des naissances en Afrique me rend ce texte odieux. Je pensais qu'on était sorti de l'ère colonialiste! http://dneeser.blog.tdg.ch Plus sur www.bonsblogs.tdg.ch!



Adresse: 11 rue des Rois, 1204 Genève. Tél. 022 322 40 00 - Case postale 5115 - 1211 Genève 11. Fax rédaction: 022 781 01 07 Adresse électronique: redaction@tdg.ch (non valable pour annonces et abonnements) Internet: www.tdg.ch Pour signaler vos manifestations: agenda@sr.tamedia.ch Abonnements: Tarifs pour la Suisse (TVA 2.5% incluse) 12 mois: Fr. 449.- Courrier: Case postale 5306, 1211 Genève 11 Tél.: 0842 850 150 (lu-ve 8h-12h/13h30-17h) (depuis la Suisse ou +41 22 322 33 10) Contact: www.tdg.ch/abonnement Suspension et changement d'adresse temporaire: gratuit sur internet www.tdg.ch Tél: 0900 950 150 (Fr. 6.- appel et service compris. Tarif pour le réseau fixe.) Autres services: Tél. 0842 850 150 Fax. 022 322 33 74

Rédacteur en chef responsable: Pierre Ruetschi Rédacteurs en chef adjoints: Denis Etienne, David Haeblerli, Frédéric Julliard. Directeur artistique: Sébastien Contocollas. Adjointe resp. photo: Ester Paredes. Chefs d'édition: Michel Eggs, François Savary

Rubriques: Genève: Xavier Lafargue. Suisse: Judith Mayencourt. Monde: Olivier Bot. Economie: Roland Rossier. Sports: Pascal Bornand. Culture: Pascale Zimmermann. Opinion-dialogue: Benjamin Chaix. Samedi week-end: Jérôme Estébe. Signé Genève: Fabien Kuhn. Internet: Daniel Klopfenstein. Blogs: Jean-François Mabut (Jf.mabut@tdg.ch) Médiateur: Daniel Cornu www.mediateur.tamedia.ch Marketing - Club lecteurs: Fabrice Schoch Tél. 022 322 40 00, Fax 022 322 39 72 Une publication de Tamedia Publications romandes SA Pietro Supino, éditeur Serge Reymond, directeur général

Publicité Print Suisse romande Tamedia Publications romandes SA Rue des Rois 11, 1204 Genève 11 +41 22 322 34 25 publicite.geneve@sr.tamedia.ch Publicité Print Suisse alémanique Tamedia Publications romandes SA Werderstrasse 21, 8021 Zürich Tél. + 41 44 251 33 75 publicite.zuerich@sr.tamedia.ch Annonces Guichet: rue des Rois 11, 1204 Genève 11. www.mytamedia.ch - référence point-annonces Tirage contrôlé (REMP 2014) 43 860 exemplaires Audience (Mach Basic 2014-1) 120 000 lecteurs

Indications des participations importantes selon l'article 325 CPS: 20 Minuten AG, 20 minuti Ticino AG, Aktiengesellschaft des Winterthurer Stadtanzeiger, Berner Oberland Medien AG BOM, Brandstore FF AG, carlyou Schweiz AG, CIL Centre d'Impression Lausanne SA, Distributionskompaniet Aps, Doodle AG, DZB Druckzentrum Bern AG, DZO Druck Oetwil a.S. AG, DZZ Druckzentrum Zürich AG, Edita SA., Editions Le Régional SA, ER Publishing SA, Espace Media AG, FashionFriends AG, Glattaler AG, homegate AG, JobCloud AG, Jobschmaschine AG, L.C. Lausanne-cités S.A., Le Temps SA, LS Distribution Suisse SA, MetroXpress Denmark A/S, Olmero AG, Schaer Thun AG, search.ch AG, Société de Publications Nouvelles SPN SA, Soundvenue A/S, Starticket AG, Swiss Classified Media AG, Tagblatt der Stadt Zürich AG, Tamedia Publications romandes SA, tutt.ch AG, Verlag Finanz und Wirtschaft AG, Ziegler Druck- und Verlags-AG, Zürcher Oberland Medien AG, Zürcher Regionalzeitungen AG Imprimé en Suisse Tous les droits sont réservés. Toute réimpression, copie de texte ou d'annonce, ainsi que toute utilisation sur des supports optiques ou électroniques, sont soumis à l'approbation préalable de la rédaction. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite.